



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 62 – 13 mai 2022

Faits saillants

- La Confédération rétive à l'idée d'un soutien financier aux ménages face à la hausse des tarifs de l'énergie
- Sanctions : dégel de 3,4 Mds CHF d'actifs russes ; 6,3 Mds CHF d'avoirs bloqués au 11 mai 2022
- Forte hausse des prix à la production et à l'importation en avril

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/05	Var. vs 06/05
EUR/CHF	1,0409	+0,16 %
USD/CHF	1,0003	+1,60 %
SMI	11 602.22	-1,7 %
Taux 10a	0,701	-20 pb

Guerre en Ukraine

Énergie : En dépit de la forte hausse des prix de l'énergie en Suisse (+25 % du prix de l'essence sur un an et +76 % pour le mazout), le Conseiller fédéral en charge de l'Economie, Guy Parmelin (UDC-Vaud), a écarté l'idée d'une éventuelle intervention financière directe de la Confédération au bénéfice des ménages. Pointant la nécessité de « laisser faire la réalité économique », il a renvoyé la question aux compétences des cantons et des communes. En revanche, l'Union démocratique du centre (UDC) fait pression pour abaisser les tarifs des carburants. L'UDC a ainsi sollicité la tenue d'une session parlementaire extraordinaire pour débattre des différentes mesures portées dans leurs motions : introduction d'un mécanisme de baisse de l'impôt sur les huiles minérales en cas de crise, doublement de la déduction des frais professionnels pour les trajets entre le domicile et le lieu de travail, réduction de la TVA et de la prestation obligatoire de compensation des émissions de CO2 pour les entreprises.

Alors que l'UE poursuit son travail sur un projet d'embargo du pétrole russe, et que le G7 s'est engagé à progressivement mettre fin à ces importations, la Suisse n'a pas encore dévoilé sa position. Le Conseiller fédéral Guy Parmelin estime toutefois qu'en cas d'arrêt de l'approvisionnement européen en gaz russe, la situation deviendrait préoccupante pour la Suisse, au-delà de l'impact profond sur le négoce de matières premières.

Sanctions : Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a précisé en conférence de presse n'avoir finalement bloqué à ce jour « que » 6,3 Mds CHF de fonds russes, au lieu des quelques 9 Mds CHF annoncés il y a quelques jours. Le SECO a en effet indiqué avoir débloqué pour 3,4 Mds CHF d'actifs, plusieurs établissements bancaires ayant proactivement gelé un certain nombre d'avoirs à titre préventif. A noter qu'au 11 mai, onze biens immobiliers avaient par ailleurs été bloqués (mais, pour rappel, non saisis, la loi n'autorisant la confiscation que sur la base de la preuve de l'origine criminelle liée à la possession des avoirs).

Exportations : Le Conseiller fédéral Guy Parmelin a rencontré les représentants de l'industrie exportatrice afin d'évoquer les répercussions de la guerre en Ukraine sur le commerce extérieur. Si les conséquences directes des sanctions à l'encontre de la Russie sur le tissu industriel suisse s'avèrent aujourd'hui limitées du fait de la relative faible exposition directe du pays, les effets indirects sont déjà perceptibles notamment à travers l'élévation des prix de certains biens (produits agricoles, énergie) et l'exacerbation des difficultés d'approvisionnement.

Covid-19

Situation sanitaire : Du 2 au 9 mai, la moyenne des contaminations sur 7 jours a diminué de 24 % par rapport à la semaine passée tandis que le nombre de nouvelles hospitalisations sur 7 jours a baissé de 35%.

Macroéconomie

Politique de financement export : L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV) s'est dotée d'une stratégie climatique reposant sur trois piliers : (i) réduction ou compensation de ses émissions de CO₂, (ii) gestion des risques climatiques et (iii) soutien aux exportateurs en transition vers une économie décarbonée.

Inflation : En avril 2022, l'indice des prix à la production et à l'importation a crû de +1,3 % par rapport au mois précédent, et de +6,7 % en glissement annuel, tiré par la hausse des prix des produits pétroliers, des métaux, des machines et des produits métalliques.

Emploi : En 2021, le nombre de professions soumises à l'obligation d'annonce de postes vacants (professions avec un taux de chômage d'au moins 5 %) a doublé par rapport à 2020, et s'élève aujourd'hui à 34. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre des mesures dites « d'accompagnement » sur le marché du travail suisse dans le cadre des règles de libre-circulation des travailleurs avec l'UE. En 2021, les offices régionaux de placement (ORP) ont enregistré quelque 463 000 postes vacants, dont 360 000 relevaient de l'obligation d'annonce.

Secteur financier

Politique monétaire : Le Conseil fédéral a nommé M. Schleggen vice-président de la Banque nationale suisse, en remplacement de M. Zurbrügg, qui dirigeait le 2^{ème} département de la BNS depuis janvier 2015. M. Schleggen, qui a effectué la majeure partie de sa carrière au sein de la BNS, a également exercé comme expert auprès du FMI. Il prendra ses fonctions le 1^{er} août prochain pour un mandat de cinq ans.

Secteurs non financiers

Recherche : Depuis l'exclusion de la Suisse du programme de recherche de l'UE Horizon Europe, les chercheurs suisses sont de plus en plus nombreux à solliciter des subventions nationales. Pour autant, en 2021, seuls 4 % de l'enveloppe prévue pour la participation aux programmes européens de recherche Horizon Europe ont été distribués (28 M CHF sur les 665 M CHF budgétisés). Les fonds inscrits au budget 2021 qui n'ont pas été alloués devraient servir à rembourser la dette de la Confédération.

Agenda parlementaire

Votation Frontex : Le référendum sur l'augmentation des moyens financiers et humains alloués par la Suisse à Frontex se tiendra ce dimanche 15 mai. La population suisse se prononcera sur l'arrêté fédéral du 1^{er} octobre 2021 validant la reprise du règlement de l'UE relatif à l'Agence européenne de protection des frontières. En cas de succès, la contribution de la Suisse à Frontex devrait atteindre 61 M CHF en 2027 contre 24 M CHF en 2021. En cas de rejet, le mécanisme de règlement des différends prévu par l'accord de Schengen serait déclenché et l'adhésion de la Suisse aux accords Schengen et Dublin s'en trouverait menacée.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Gilles BORDES
Rédacteurs : Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Meriam JAWAD
Pour s'abonner : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuel : Pixabay